

Vers la création d'une école de métiers de l'eau

Dossier de la rédaction de H2o
December 2011

Implanter une grande école de métiers de l'eau en Haïti, c'est le rêve de la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement - DINEPA, qui travaille déjà en collaboration avec l'école française Agro Paris Tech à ce sujet. Une telle initiative, selon les responsables, servira à la formation continue des cadres de la DINEPA et d'autres jeunes qui seront recrutés. Mais, selon les responsables, il va d'abord y avoir une phase d'étude pour savoir où cette école va être implantée.

En attendant la réalisation de ce projet, des cadres, des universitaires, des ingénieurs et des responsables d'institutions travaillant dans le secteur de l'eau en Haïti et à l'étranger ont participé pour la première fois à deux Journées techniques de l'eau à l'hôtel Les Palmes à Port-au-Prince, les 10 et 11 novembre. Une préfiguration qui permet d'amorcer tout de suite la création de cette école de métiers de l'eau.

"Nous avons un problème extrêmement grave en Haïti: trouver des personnes formées dans le domaine de l'eau. Il n'y a aucune école spécialisée en la matière. Nous espérons d'ici à trois ans que nous aboutirons à la construction d'une grande école de l'eau en Haïti", a déclaré le directeur de la DINEPA, Gérard Jean-Baptiste. "Nous aurons plusieurs modules de formation adaptés aux besoins, et cela va se faire de façon progressive", a ajouté M. Jean-Baptiste, soulignant qu'il y a déjà une formation en cours avec l'appui d'Agro Paris Tech et de l'Université d'État d'Haïti. "Il y a un gros défi pour Haïti. Pour la région métropolitaine, il y a un sujet majeur d'inquiétude: c'est que la moitié de l'eau fournie aux populations provient de la plaine du Cul-de-Sac. Aujourd'hui, il y a de grandes inquiétudes sur la qualité de la nappe phréatique qui est exploitée de manière anarchique", a indiqué l'ambassadeur de France à Port-au-Prince, Didier Le Bret. En 1920, a rappelé M. Le Bret, au Cap-Haïtien, au nord du pays, tout le monde avait de l'eau dans leurs robinets. "Aujourd'hui, il n'y a plus d'eau courante: l'eau de la ville qui provient des sources n'existe quasiment plus. La prise en charge se fait par des micro-opérateurs privés sous forme de citernes qui livrent l'eau aux usagers ou vendue en détail", regrette le diplomate, convaincu qu'il faut agir pour éviter «une catastrophe écologique majeure».

Par ailleurs, faute de ressources financières, la DINEPA a annoncé la fin de la distribution de l'eau dans 17 camps de déplacés à Port-au-Prince. Une mesure qui sera effective à partir du 30 novembre 2011. Toutefois, Gérard Jean-Baptiste assure que l'institution continuera à desservir les différents quartiers alimentés par le réseau.

Terres et Eaux d'Espérance

